

Le catholicisme dans l'Espagne d'aujourd'hui

Plusieurs revues et journaux français, au cours de ces dernières années, ont consacré à ce sujet du catholicisme espagnol des articles, des études et des conquêtes, où le ton de l'objectivité sereine et la rigueur de la documentation n'ont pas toujours été les traits dominants.

LA TABLE RONDE publie ce mois-ci avec plaisir ce travail de M. José Orlandis, professeur d'histoire du droit à l'université de Saragosse; il traite, à partir d'une information complète et avec un jugement clair, ce thème assurément délicat, mais qui suscite l'intérêt de l'opinion en divers pays d'Europe et d'Amérique.

Précautions initiales.

Ces dernières années, une abondante littérature a traité de l'Église et du catholicisme en Espagne. Ce sujet a éveillé la curiosité de larges secteurs d'opinion, à l'intérieur et à l'extérieur des frontières de ce pays; fréquemment revues et journaux publient des enquêtes ou des informations, dans l'intention d'étudier et de juger la religiosité réelle de ce peuple, la vitalité et le rôle des catholiques espagnols.

En Espagne même, le désir de connaître et de peser la réalité catholique contemporaine a été déterminé par un souci de réalisme et de sincérité. Cependant, l'observateur étranger serait dans l'erreur s'il croyait que les lacunes et les défauts récemment et publiquement diagnostiqués sont un phénomène moderne. La nouveauté est plutôt la préoccupation, chez de nombreux catholiques, d'un sincère examen de conscience; son urgente nécessité n'était pas sentie auparavant. Or, dans tout examen de conscience, l'on s'arrête plus sur les défauts que sur les qualités; il ne faut donc pas s'étonner de ce que cela soit aussi le cas lorsqu'on veut juger la situation présente du catholicisme en Espagne. C'est aussi une preuve de la saine et noble intention qui anime les hérauts d'une position rénovatrice et même, sous certains aspects, réformiste. Mais celui qui ne connaît pas la réalité espagnole devra se garder de fonder son jugement sur les seuls faits que ces critiques ont fait ressortir avec insistance au cours de ces dernières années; son point de vue serait alors partial et, de fait, irréaliste. Il faut considérer tous les facteurs de cette situation, qu'ils soient positifs ou négatifs. C'est seulement ainsi que l'on pourra parvenir à un jugement serein

et objectif, sur la situation du catholicisme en Espagne.

Hors de ce pays, répétons-le, le thème du catholicisme en terre espagnole suscite toujours l'intérêt. A ce sujet, certes, les informations et les études de valeur, menées avec sérieux et compétence, avec le souci honorable et objectif de connaître et de faire connaître la vérité, n'ont pas manqué. Mais tel n'a pas toujours été le ton de ces travaux. Parfois, malgré une information sérieuse et complète, il nous faut regretter la légèreté et l'impartialité des jugements et des opinions. Souvent, cela est dû à ce que, pour former son jugement sur la situation du catholicisme espagnol, l'on a seulement tenu compte de ces critiques, auxquelles nous faisons allusion, des catholiques espagnols eux-mêmes; celles-ci, en soulignant les défauts et les lacunes, ne peuvent fournir à l'étranger des faits suffisants pour appuyer un jugement certain.

A d'autres occasions, un bref séjour en Espagne et des conversations avec quelques Espagnols — sans d'ailleurs connaître le propre de la psychologie espagnole — permettent au journaliste étranger d'émettre un avis péremptoire sur la situation religieuse du pays, presque toujours dans un sens défavorable. Un écrivain belge, M. Marcel de Corte, dénonçait déjà en 1952 la légèreté de ce procédé. Le plus ridicule de cette histoire, écrivait-il dans les colonnes de *la Libre Belgique*, est que ces « témoins » ne connaissent rien de l'Espagne, qu'ils n'y ont pour la plupart jamais voyagé longuement. Ils s'imaginent, ajoutait-il, tenir l'Espagne entre leurs doigts, comme s'ils avaient résolu un problème métaphysique ou de géométrie.

D'autres fois, même, l'observateur étranger prétend juger le catholicisme en Espagne selon le point de vue de la situation religieuse, des traditions et du milieu ambiant de son propre pays, sans chercher à comprendre et à compénétrer la réalité espagnole. Il découvre alors des traits différents, des particularités qui le remplissent d'étonnement, quand elles ne le scandalisent pas, et qui le portent facilement à évoquer le vieux fantôme de ce qu'on appelle « le catholicisme espagnol ». C'est à ces écrivains étrangers, et à certains Espagnols qui leur font écho, que les archevêques d'Espagne ont fait allusion dans leur Déclaration collective du 19 mars 1955 : « ... Ils nous qualifient d'intransigeants, de désorientés, de fermés au progrès... Ils admettront peut-être ce que nous représentons en tant qu'évêques, non ce que nous représentons en tant qu'Espagnols; s'ils sont d'accord avec le catholicisme, ce qu'ils appellent « le catholicisme espagnol » les heurte au visage... »

C'est de ces travers que nous essaierons de nous garder dans ces pages ; l'intention de leur auteur est aussi éloignée de l'apologie que de la critique, surtout de la polémique. On ne prétend ici qu'offrir au lecteur non espagnol les faits précis qui lui permettront d'avoir un point de vue objectif et de former son propre jugement sur la situation réelle du catholicisme en Espagne.

L'unité catholique.

La signature du Concordat entre le Saint-Siège et l'Espagne, le 27 août 1953, a remis sur le tapis la question de l'unité catholique, solennellement déclarée dans l'article premier qui stipule que « la religion catholique, apostolique et romaine continue d'être la seule de la nation espagnole ». Cette reconnaissance a provoqué des réactions diverses hors d'Espagne, et les écrivains catholiques n'ont pas manqué pour la lamenter, la juger au moins inopportune. Il faut faire état de ces positions extrêmes, car le lecteur pourra ainsi apprécier dans ses limites véritables l'importance et les circonstances de cette déclaration d'unité religieuse.

Il est nécessaire de rappeler que la reconnaissance officielle de l'unité catholique en Espagne n'est pas une nouveauté du Concordat de 1953. Plusieurs années auparavant, en 1945, le *Fuero de los Españoles* (déclaration des principes du régime) établissait, à l'article 6, que la religion catholique est celle de l'État espagnol, et en même temps garantissait que « personne ne sera importuné à cause de ses croyances religieuses, même dans l'exercice privé du culte ». D'ailleurs, cette instauration juridique de l'unité catholique ne procède pas non plus de l'État surgi de la guerre civile. En reconnaissant cette unité, le *Fuero de los Españoles* n'a fait que reprendre, presque mot à mot, l'article 11 de la constitution de la Monarchie de 1876, promulguée après la restauration du roi Alphonse XII sur le trône d'Espagne, et qui resta en vigueur pendant un demi-siècle, que les gouvernements successifs aient été de composition libérale ou conservatrice.

Cela signifie que, pour comprendre le sens et l'importance de ces déclarations légales d'unité catholique, il ne suffit pas de les considérer sans autre perspective que celle du moment présent, et sans autres sources d'information que le dernier texte où elles sont explicitement formulées. Il faut les replacer dans un contexte spécifique, lequel est déterminé par des siècles d'histoire.

La profession de foi catholique que le roi Récarède, les évêques et les magnats wisigoths, jusqu'alors ariens, firent le 8 mai 589, devant le III^e concile de Tolède, était appelée

à marquer une empreinte profonde dans l'avenir de l'Espagne. L'unité religieuse devait être, dans la suite, la clef de l'histoire espagnole. Pour la rétablir, et en même temps pour recouvrer le territoire national, la Chrétienté médiévale soutint une lutte de huit siècles contre l'Islam, la Reconquête, et cette longue tâche laissa une empreinte durable dans la manière d'être de l'Espagnol et dans ses destinées historiques.

L'Espagne a maintenu son unité religieuse entière à travers les temps modernes, jusqu'au XIX^e siècle. Peut-être serait-il intéressant de rappeler ici que c'est dans le Statut de Bayonne de 1808, dans la Charte politique accordée par Napoléon Bonaparte à l'éphémère monarchie espagnole de son frère Joseph, que nous trouverons la première déclaration constitutionnelle de cette unité catholique. L'article premier du Statut dit en effet : « La religion catholique, apostolique et romaine, en Espagne et dans toutes les possessions espagnoles, sera la religion du Roi et de la Nation, et aucune autre ne sera autorisée ». Il est également significatif que les législateurs de Cadix, imprégnés de l'esprit de la Révolution française, aient rivalisé, dans la Constitution progressiste de 1812, modèle des libéraux espagnols et non espagnols du temps, avec leur ennemi Napoléon dans la déclaration absolue, sans aucune atténuation, de l'unité religieuse : « La religion de la nation espagnole est et sera perpétuellement la religion catholique, apostolique et romaine, seule vraie. La nation la protège par des lois sages et justes, et interdit l'exercice de toute autre. » Au regard des deux camps qui s'affrontèrent dans la guerre d'indépendance, l'unité catholique apparaissait comme un fait social d'une telle évidence que l'un et l'autre rivalisa pour la sanctionner juridiquement, sans laisser même une marge à la tolérance.

Cette réalité sociologique — qui inspira également les déclarations d'unité religieuse des autres constitutions qui se succédèrent pendant le XIX^e siècle, constitue encore aujourd'hui, pour le primat d'Espagne, S.Em. le cardinal Plá et Deniel, le fondement de l'unité catholique de droit : l'État, en Espagne, doit être catholique parce que l'unanimité morale des citoyens espagnols est catholique. « Par la miséricorde divine, l'unité sociale catholique se maintient *de fait* en Espagne, parce qu'elle n'a pas été touchée par le protestantisme, lorsque celui-ci domina tant de pays européens ; l'unanimité morale des citoyens espagnols est constituée de catholiques ayant reçu le baptême, fondant leurs foyers sur le mariage canonique et voulant recevoir la sépulture religieuse après leur mort ; donc, si la constitution politique doit correspondre au fait social, l'État doit être et se pro-

clamer catholique, comme le fait la loi de Succession à la charge de chef de l'État. » (Cardinal Plá y Deniel « El catolicismo, religión de la Nación española », in *Ecclesia*, n° 642, 31 octobre 1953).

Les dissensions de l'unité.

Il existe en Espagne une petite minorité protestante répartie en nombreuses confessions : Église évangélique espagnole, Église espagnole réformée, Baptistes, Adventistes, Méthodistes, Luthériens, Témoins de Jéhovah, etc... Sur le problème du protestantisme en Espagne, il a beaucoup été écrit ces dernières années, beaucoup plus à l'étranger que dans le pays même, où le phénomène, en raison de ses dimensions numériques réduites, est difficilement considéré comme faisant problème. L'abondance des informations publiées à ce sujet nous dispense de le traiter longuement. Il suffira de rappeler que le nombre des protestants est si peu important qu'il ne peut atteindre la réalité de cette unanimité morale catholique des Espagnols à laquelle faisait allusion le Cardinal Primat dans le texte que nous venons de citer.

Les calculs les plus optimistes chiffrent à 30 000 le nombre des protestants, espagnols ou étrangers, résidant en Espagne, et ce nombre est probablement assez supérieur à la réalité. En tout cas, et si l'on admet ce chiffre, ils ne représenteraient qu'un millième de la population espagnole. En vertu de la législation actuelle, est autorisé l'exercice privé de leur culte, pour lequel ils disposent de chapelles en nombre beaucoup plus grand que ne le demanderait leur nombre réduit. La *Guía de la Iglesia en España*, publiée en 1954, donne une liste de 262 chapelles protestantes, ce qui suppose, s'il y a effectivement 30 000 protestants et s'ils sont tous pratiquants, qu'il y a un lieu de culte pour 114 personnes. Les lieux de culte catholiques, y compris les plus humbles oratoires de campagne, ne dépassent pas la moyenne d'un pour 680 fidèles. Quant au nombre des ministres, la disproportion est identique : toujours si l'on admet ce nombre maximum de 30 000, il y a un pasteur pour 256 protestants, alors qu'il n'y a qu'un prêtre pour 949 catholiques (1).

Dans l'Espagne contemporaine, une dissidence plus im-

(1) Il est opportun de signaler que la législation civile concernant le mariage a été modifiée, le 26 octobre 1958, avec l'accord tacite de l'Église, de façon à permettre le mariage civil à ceux, même ayant été baptisés dans la religion catholique, qui n'appartiennent pas à l'Église. C'était là un point important qui suscitait l'inquiétude d'une partie de l'opinion internationale à propos de la situation des protestants en Espagne.

portante, quant au nombre et au rôle historique, que celle des protestants est constituée par les groupements et courants d'agnosticisme, de libre-pensée et de socialisme révolutionnaire et athée, qui ont pris corps au cours du XIX^e siècle, se détachant progressivement du vieux tronc cohérent de l'unité religieuse du pays. L'Espagne, en effet, n'est pas restée à l'écart de la vie intellectuelle et politique européenne du XIX^e siècle ; elle n'a pas su alors se garder de la contagion du virus révolutionnaire. Et même, les problèmes posés par ce virus dans le domaine religieux ont toujours été exacerbés par les Espagnols, sans doute à cause de la vitalité et de l'énergie singulière que l'unité religieuse gardait dans ce pays, ce qui y donnait au catholicisme une force de résistance plus grande que dans d'autres pays européens, et empêcha toujours l'acceptation unanime de bases religieuses neutres ou laïcisées pour l'existence nationale.

Ces courants de dissidence, toujours présents pendant le règne d'Isabelle II, prirent le dessus en 1868, avec la révolution qui détrôna la reine. Lorsque la restauration monarchique de 1874 eut fermé cette parenthèse de six années d'anarchie — avec deux constitutions, plusieurs dictatures, quatre changements de régime et une guerre civile —, la dissidence religieuse, minoritaire mais très dynamique, se manifesta principalement dans les milieux intellectuels et universitaires. Parmi eux, on trouve d'abord les Républicains de 1873, comme Pi y Margall et Salmerón, et le groupe de professeurs qui se constitue autour du foyer intellectuel de la *Institución Libre de Enseñanza*, fondée par Giner de los Rios, disciple de l'idéalisme harmonique de Krause et des courants pédagogiques britanniques. Les hommes de la *Institución* élaborèrent un programme laïciste pour préparer une Espagne religieusement neutre qui devra, selon eux, forger un avenir distinct et différent de la tradition religieuse unitaire du pays. On peut dire que la *Institución* construit et projette dans l'avenir ce qu'on a appelé de nos jours « l'autre Espagne » — en marge et à l'extérieur de la tradition catholique, critiquant le passé et voulant transformer le sens de l'histoire nationale, — et que l'on a nommé aussi, sans doute plus justement, « la petite tradition hétérodoxe », par rapport à la grande tradition nationale de l'unité de la conscience. Ce courant a travaillé activement le XX^e siècle espagnol, notamment par le criticisme des écrivains de la génération de 1898, les projets d'« européanisation » et de laïcisation de la culture espagnole, et enfin par les politiciens de la gauche républicaine et les intellectuels socialistes qui prirent le pouvoir en 1931, après avoir encadré

les mouvements marxistes espagnols et les syndicats au cours des années qui précédèrent la II^e République de 1931-1936.

Cette « petite tradition » qui, à l'exception de quelques-unes de ses figures les plus représentatives, comme Unamuno et Ortega y Gasset, s'allia pendant la guerre civile à l'activisme communiste et anarchiste le plus avancé, a encore des épigones, la plupart des intellectuels et écrivains espagnols qui sont partis en exil au cours de ces dernières années ; elle a aussi, en Espagne même, quelques timides apologistes. Mais, aujourd'hui, ses manifestations intellectuelles dans le pays sont rares et peu importantes, non pas tellement à cause de la pression politique, sinon en raison de sa propre décadence, de son évanouissement en tant que courant idéologique et de son manque actuel de personnalités de valeur. Pourtant, on continue d'agiter en son nom, comme signe de ralliement, les figures des grands morts — Unamuno, Ortega, le poète Antonio Machado, et parfois, avec plus de réserve, Giner de los Rios — de qui l'œuvre littéraire est en effet bien vivante dans le pays et présente souvent l'attrait et le prestige de l'inconformisme. Mais les fruits de cette influence se font surtout sentir dans le fossé réel qui sépare l'Église d'une bonne partie de la population ouvrière espagnole, imprégnée voici plusieurs années de marxisme et d'anarchisme, fossé qui a été creusé par l'action de ces minorités d'intellectuels acatholiques, minorités d'où sortirent en bonne part les dirigeants des mouvements ouvriers et qui conquirent le pouvoir, comme le disait en 1931 le président Azaña, par « le chemin de la culture », avec la ferme volonté de transformer la réalité sociale et spirituelle espagnole.

La réalité religieuse présente de l'Espagne.

Nous signalions, au début de ces pages, que l'une des caractéristiques en quelque sorte nouvelles du catholicisme espagnol d'aujourd'hui est un souci croissant de réalisme. Beaucoup de catholiques, et la Hiérarchie ecclésiastique à leur tête, ne se contentent pas de l'hypothèse tranquillisatrice de l'unité catholique de l'Espagne, établie juridiquement et corroborée par le fait indéniable que l'immense majorité des Espagnols ordonne son existence selon les lois de l'Église, au moins aux principaux moments de la vie. Il y a en effet un désir très sain de prendre le pouls, au point de vue religieux, de cette masse presque unanime de baptisés, afin de découvrir son authentique réalité spirituelle et, notamment, de savoir quels effets durables les courants hétérodoxes

décrits ci-dessus et la civilisation moderne, avec ses séquelles de matérialisme, de technicisation, d'indifférentisme religieux, de changement de structures économiques et sociales, ont produits.

La connaissance de la réalité sociale est d'autant plus importante si l'on tient compte des grandes transformations qu'elle a subies au cours de ces vingt années qui ont suivi la guerre civile. Le phénomène de la migration intérieure a atteint des proportions sans précédent, à la suite de l'attraction exercée par la ville sur la population paysanne, et à cause du processus d'industrialisation du pays ; 150 000 Espagnols changent chaque année de résidence dans le pays ; d'où les conséquences inévitables de prolétarianisation, de crise du logement, de création de banlieues, de déracinement et de bouleversement des communautés vitales, de disparition de l'influence paroissiale, etc... Il suffira de signaler, à titre d'exemple, que de 1940 à 1955 la population de Madrid a augmenté selon un rythme annuel de 42 000 personnes, comprenant les immigrants et leurs enfants ; pendant la même période, Barcelone (à l'exclusion des villes comme Badalona, Sabadell, Tarrasa, etc., qui font partie de sa zone industrielle) a vu sa population augmenter de 261 000 habitants du seul fait des immigrants et de leurs enfants ; enfin le bourg d'Avilés, qui jusqu'à il y a peu de temps, en englobant un certain nombre de hameaux, comptait à peine 11 000 âmes, a dû abriter pendant la construction de son grand centre sidérurgique 60 000 ouvriers, venant principalement de Galice et d'Extrémadure.

C'est seulement récemment que les études de sociologie religieuse ont commencé en Espagne, ce pourquoi nous ne disposons pas encore de données précises permettant une vision complète, ni même assez large de la situation de la population espagnole quant à l'accomplissement des devoirs du chrétien. Il nous faudra donc nous limiter à utiliser les résultats de quelques enquêtes sur l'assistance à la messe dominicale et l'accomplissement du précepte pascal en diverses régions du pays, résultats qui peuvent en tout cas indiquer certaines directions. Nous nous en tenons aux enquêtes qui ont été accomplies dans des conditions rigoureuses.

Le diocèse de Ciudad Rodrigo a été le premier à mettre sur pied, en 1951, une statistique complète de l'assistance à la messe du dimanche. Situé sur la frontière portugaise, ce diocèse est à prédominance agricole et n'a pas de villes importantes. Des 70 960 fidèles astreints à l'obligation, 34 862 ont accompli le précepte, ce qui donne un chiffre

prôche de 50 %; si l'on tient compte du 10 % habituel des personnes présumées empêchées ou dispensées, cela donne un pourcentage d'assistance d'environ 54 %; il a été établi, d'autre part, que 42 % des hommes et 55 % des femmes remplissaient leur devoir dominical.

Des statistiques plus complètes, puisqu'elles concernent et l'assistance à la messe et l'accomplissement du devoir pascal, ont été réalisées dans la région de Bilbao. Le territoire comprend toute l'étendue de la province basque de Biscaye. Son niveau de vie est généralement élevé, comparativement au niveau de vie moyen en Espagne. La physionomie du diocèse est très variée : il comprend un grand noyau urbain, l'une des plus importantes concentrations industrielles du pays, et d'autres zones dont la population est principalement formée de mineurs, d'agriculteurs ou de pêcheurs. La statistique, compte tenu du 10 % habituel, donne 55,81 % d'assistance à la messe (53,66 % dans la ville même de Bilbao); le pourcentage minimum est celui de l'archiprêtre de Portugaleta (36,16 %) et le maximum celui de l'archiprêtre de Durango (93,43 %). En 1953, le précepte pascal a été observé par 62,77 % de la population du diocèse (55,66 % des hommes et 69,34 % des femmes).

Une autre statistique a été réalisée par l'Action Catholique Rurale dans 83 villages appartenant à neuf des provinces civiles qui partagent la Castille et le Léon, dans la moitié nord du plateau central de la péninsule. Les lieux qui furent concernés par cette enquête représentaient 4 % de la population de cette région rurale ayant 100 000 kilomètres carrés et deux millions d'habitants. La statistique a montré que 59 % des hommes et 72 % des femmes assistaient à la messe du dimanche, que la communion pascale était reçue par 86 % de la population et que les derniers sacrements étaient donnés à 97 %. Selon les termes de classification en usage parmi les sociologues français, on pourrait donc dire que toute cette vaste région est une « zone de chrétienté »; son niveau moyen, dans cet ordre, est d'ailleurs supérieur à celui des autres régions espagnoles.

A Cacérés, capitale de l'une des provinces civiles d'Extrémadure, une enquête faite le dimanche 24 février 1957 a déterminé un pourcentage d'assistance à la messe légèrement inférieur à 50 %. D'autres ont été réalisées dans la banlieue de Madrid et de Barcelone (dans des conditions techniques qui ne sont pas de toute garantie) qui ont obtenu des pourcentages beaucoup plus faibles que ceux qui ont été enregistrés ailleurs jusqu'à maintenant. Mais Mgr Enrique Tarancón, évêque de Solsona (diocèse catalan agricole) dans

sa lettre pastorale du 24 mars 1955 sur *la Rénovation totale de la vie chrétienne*, affirmait que nombreuses étaient les paroisses de son diocèse où tous les fidèles assistaient à la messe du dimanche et faisaient leurs Pâques, et qu'il n'y en avait guère où le pourcentage fût inférieur à 60 %.

L'enquête de Cacérés comporte cette nouveauté qu'elle classe professionnellement les personnes sur qui elle a porté. Les plus hauts pourcentages (83 à 90 %) sont donnés par les professions libérales, les membres de l'enseignement, les ingénieurs. En revanche, les ouvriers et le personnel domestique accusent des minima de 20 %, parfois moins encore. Ces données, valables au moins dans leurs grandes lignes, renforcent l'idée que la classe moyenne est, dans les villes espagnoles, le secteur de population à la religiosité la plus accentuée. Cette hypothèse est confirmée par l'enquête faite parmi des étudiants et des universitaires provenant en grande majorité de cette même classe sociale, par les professeurs Fraga-Iribarne et Tena-Artigas, et publiée en 1950 dans la *Revista Española de Sociología* : 90,9 % des 941 universitaires interrogés accomplissaient leurs devoirs religieux. Ce résultat, malgré les années qui ont passé, est encore valable pour montrer que, dans la jeunesse universitaire, certaines attitudes de critique et d'inconformisme, parfois brusquement extériorisées, doivent être attribuées plus à un souci généreux de justice ou à un esprit de juvénile rébellion, qu'à une situation de crise profonde de la vie chrétienne de cette même jeunesse.

Cette population espagnole dont nous étudions la religiosité paraît présenter un niveau relativement élevé de santé en ce qui concerne la morale individuelle et familiale. La famille, en Espagne, malgré les influences désintégrantées de la vie moderne, connaît une solidité et une stabilité notables. La statistique établie en 1952 fournit des données significatives : pour 218 712 mariages contractés pendant l'année, les causes matrimoniales introduites devant les tribunaux ecclésiastiques — la législation civile n'admet pas le divorce — ont été au nombre de 909 (0,41 %), dont 459; plus de la moitié, à Madrid et à Barcelone; 31 de ces procès ont abouti à des déclarations de nullité; si l'on ajoute les séparations de corps perpétuelles ou temporelles, cela donne 291 foyers brisés (0,13 % des mariages célébrés pendant la même année). D'autre part, au cours de la même année, sur 561 192 naissances, 29 347 seulement furent illégitimes, soit 4,8 % de natalité illégitime dans les campagnes et 6 % dans les villes; ces pourcentages seraient dans d'autres pays jugés très satisfaisants.

En 1957, le R. P. J.-M. Vázquez, dominicain de l'Institut social Léon XIII, a réalisé une enquête sur le nombre des enfants dans les familles d'un quartier de Madrid, à la population dense et socialement humble. Suivant la méthode employée par Paul Minon et Marcel Quoist dans leurs études sur les zones prolétaires de Liège et de Rouen, le P. Vázquez obtint, dans cette zone urbaine madrilène aux caractéristiques très similaires, des résultats favorables à Madrid; mais cela n'autorise à tirer aucune conclusion de caractère général sur l'ensemble de la population espagnole, car actuellement l'indice de natalité est inférieur, en Espagne, à celui de la France.

	Liège	Rouen	Madrid
Sans enfant :	36,6 %	37,3 %	8 %
Avec 1 enfant :	28,7 %	35,3 %	28 %
Avec 2 enfants :	17,7 %	14,8 %	31 %
Avec 3 enfants :	8,1 %	6,3 %	18 %
Avec 4 enfants :	8,9 %	6,3 %	15 %

La situation du clergé en Espagne.

L'Église ne s'est pas encore remise de la grave perte de prêtres subie pendant la guerre civile. La *Guía de la Iglesia en España* dénombre 7 287 victimes (y compris 283 religieux et 249 séminaristes) qui, dans leur immense majorité (6 900 à 7 000), furent assassinés par les « rouges »; ce fut le cas notamment de douze évêques et de l'administrateur apostolique d'un diocèse.

Il faut partir de cette base pour comprendre l'évolution statistique du clergé espagnol au cours de ces dernières décades et le fait que leur nombre actuel est relativement peu élevé. Outre le chiffre des prêtres assassinés, il faut tenir compte des difficultés créées par la guerre civile pour la vie des séminaires et les vocations en général, d'autant plus que l'atmosphère antireligieuse de la République, pendant les années qui précédèrent le conflit, avait déjà réduit très notablement le nombre des aspirants au sacerdoce : si l'on comptait 20 018 séminaristes en 1955, il n'y en avait que 7 516 en 1934. De tout cela, il résulte qu'il n'y a en Espagne qu'un prêtre pour 949 catholiques, chiffre inférieur à la moyenne européenne (un pour 875), et surtout à la moyenne de pays à population catholique nombreuse comme la France, l'Italie, et plus encore l'Irlande et la Belgique. Le grand nombre actuel des vocations sacerdotales permet d'espérer

que la situation évoluera sensiblement et favorablement dans les années à venir.

Sans doute faut-il aussi noter qu'au cours de ces dernières années après la guerre, il y a eu une certaine variation quant à la provenance des candidats au sacerdoce, dans le sens d'une augmentation des vocations en provenance de la classe moyenne, des familles aisées, ainsi que des vocations dites tardives; à Salamanque, une maison (*colegio mayor*) est spécialement réservée aux séminaristes de cette dernière catégorie; en 1953, beaucoup avaient été universitaires et avaient, en entrant dans la maison, de vingt à trente ans; presque tous (92 %) avaient fait des études secondaires; 61 % provenaient de chefs-lieux de provinces, et 82 % des classes moyennes. Mais même dans quelques séminaires de type habituel, comme celui de Barcelone, une statistique récente montrait une proportion élevée de « vocations tardives » (103), à tel point que celles-ci étaient même en majorité dans certaines classes (78 % en première année de Philosophie et 52 % en deuxième année); 67 % de ces vocations étaient nées dans des familles aisées de la classe moyenne, et 84 % en ville (67 % à Barcelone même). C'est de ces milieux qui viennent 70 % de l'ensemble des élèves du séminaire barcelonais.

Le catholicisme et le problème social espagnol.

C'est là sans doute l'un des aspects de la réalité espagnole présente qui ont suscité le plus de commentaires, ces dernières années, au nord des Pyrénées. Mais cela nous dispense de nous y arrêter longuement, non, certes, que le sujet ne le mérite pas, mais parce que nous supposons que le lecteur possède là-dessus une information plus complète que sur d'autres aspects de la vie catholique en Espagne.

Nous avons déjà fait allusion au niveau relativement élevé qui est dans le pays celui de la moralité individuelle et familiale; on ne peut parler de même pour ce qui est de la morale sociale. L'Espagnol est, par tempérament, individualiste à l'extrême, et ce trait se remarque aussi dans son comportement religieux. Voici peu d'années, un écrivain signalait, comme facteur négatif du catholicisme de beaucoup d'Espagnols, la hiérarchisation erronée qu'ils imposent aux vertus chrétiennes, et cela au détriment de la justice et de la charité. Plus récemment, l'évêque de Huelva, Mgr Cantero, qualifiait de grave péché collectif le sommeil et la déformation de la conscience sociale chez de nombreuses personnes et dans des secteurs entiers de la vie espagnole, y voyant « le fruit

non seulement de l'individualisme ibérique ancestral et de l'inculture sociale de ce peuple, mais aussi et surtout de l'égoïsme humain ».

Ces tendances, dont n'ont pas su se délivrer de larges secteurs traditionnellement catholiques, les ont longtemps fait demeurer trop étrangers au phénomène de l'apparition d'une classe ouvrière qui, généralement, comme dans d'autres pays, est née là en marge de toute influence chrétienne vivifiante. Aujourd'hui, en Espagne, à l'exception de certaines régions, on peut dire qu'une grande partie de la population ouvrière se trouve à l'écart de la pratique religieuse régulière et manque d'un sens chrétien qui aurait une influence efficace sur les réalités de son existence quotidienne.

Dans les résultats des enquêtes effectués par les assistants ecclésiastiques des syndicats et publiés en 1954, les traits qui caractérisent la situation spirituelle de la population ouvrière espagnole se reflètent clairement : l'ignorance de la religion, l'éloignement de la pratique habituelle et la conservation d'un fonds de conscience religieuse sont les trois notes principales du profil général des travailleurs espagnols d'aujourd'hui.

Ces enquêtes montrent que l'immense majorité des travailleurs n'a pas évolué vers un sens plus chrétien de la vie, mais au contraire s'enfoncent dans une grande ignorance religieuse dont peu manifestent le désir de sortir. Elles confirment aussi, cependant, qu'il n'existe pas chez le travailleur espagnol de mépris à l'égard de la religion, et qu'un fonds de conscience religieuse demeure qui peut permettre une rénovation.

Ce dernier trait se manifeste en ceci que les ouvriers ne font pas exception à cette unanimité morale des Espagnols qui tous, comme le soulignait le texte du cardinal Plá y Deniel que nous avons cité, marquent les moments principaux de leur vie en catholiques. Et les aumôniers des syndicats précisent : « Ce fonds religieux se remarque dans leur respect à l'égard des sacrements qu'ils reçoivent, généralement, au moins à l'heure de la mort, dans le fait de laisser leur femme et leurs enfants pratiquer et dans leur désir que ces derniers soient élevés chrétiennement, lors même qu'eux continuent de rester à l'écart du prêtre et de l'Église ». Comme causes de la séparation entre les travailleurs et l'Église, les aumôniers signalent, entre autres, l'influence du marxisme, le manque d'instruction religieuse, le respect humain, la crainte d'avoir à soumettre sa conduite aux exigences de la morale chrétienne, et la dureté de la situation économique dans laquelle vivent beaucoup d'entre eux.

Il serait certes injuste de présenter ces faits comme une

nouveauté dans la réalité sociologique espagnole. Le mal est ancien, et il y a longtemps aussi que la conscience sociale s'est endormie dans ce pays. Mais ce qu'il y a de neuf, ce sont les symptômes annonciateurs du réveil qui apparaissent ; cela, déjà, est positif, même si cette évolution tarde encore trop, au gré de certains, à déboucher sur des réalisations concrètes. La voix de la Hiérarchie ecclésiastique s'est fait entendre avec insistance ces dernières années pour rappeler aux catholiques l'urgence de l'accomplissement de leurs devoirs sociaux et réclamer une mise en place plus juste et plus chrétienne des structures économiques, au bénéfice des travailleurs. Les lettres pastorales de l'archevêque de Valence, Mgr Olaechea, des évêques des Canaries, de Malaga, de Huelva, de Solsona, etc., peuvent être signalées, entre beaucoup d'autres, comme preuves de la préoccupation croissante de l'Église pour ces problèmes. Mais les déclarations collectives faites à ce sujet par les archevêques espagnols, le 3 juin 1951 et le 15 août 1956, sont encore plus importantes. Elles sont toutes deux inspirées par la même inquiétude, mais il est peut-être significatif de noter que, si la première s'en tenait surtout aux questions relatives à la cherté de la vie, au luxe et aux abus des spéculateurs, la déclaration de 1956 aborde résolument le problème social, réclamant pour les ouvriers des salaires justes, une participation aux bénéfices collectifs et une plus grande justice dans la répartition de la charge fiscale. L'examen et la comparaison du contenu des deux textes révélerait certainement le chemin parcouru pendant les cinq années qui les séparent.

Récemment, d'autres voix se sont élevées dans le même sens en grand nombre parmi les catholiques, ce qui montre bien qu'un état d'esprit précédemment inexistant commence de se répandre. Des livres, des publications périodiques, des réunions régulières comme celles des Semaines sociales, se multiplient partout. Dans le domaine des faits, et seulement à titre d'exemple, il faut citer, entre autres initiatives nombreuses, l'effort de l'Église pour contribuer à résoudre le problème du logement ; ainsi, l'Association de la Sainte Famille, inspirée par l'évêque, Mgr González y Menéndez-Reigada, qui vient de mourir, a construit 5 000 logements à Cordoue de 1947 à 1955, sans compter les logements édifiés pour le Congrès eucharistique de Barcelone, et d'autres encore ailleurs. Il faut aussi noter les œuvres établies dans les banlieues de Saragosse et de Madrid, et la création à Madrid de l'Institut social Léon XIII. Mais ce qu'il y a de plus significatif est sans doute le souci nouveau que l'on remarque de rapprocher du Christ les réalités du monde

des travailleurs, de partager leur vie, de faire pénétrer la sève chrétienne dans leur milieu de vie. Ce souci inspire chez certains universitaires des décisions généreuses qui les mènent à exercer un apostolat social, et aussi fait naître chez certains ouvriers une vocation religieuse. Tel est le cas des vocations qui convergent vers l'*Opus Dei* dans le monde industriel de Barcelone, de Bilbao, de Valence, etc., et parmi les paysans, les populations minières, ou même dans la banlieue madrilène de Vallecas, où cet Institut séculier dirige une importante œuvre sociale, l'institution Tajamar, dont les ouvriers eux-mêmes sont l'âme. Tout ce travail constitue un apostolat efficace de pénétration, qui renverse de vieilles barrières, détruit des préjugés anciens, et permet d'espérer pour un avenir proche des résultats peut-être insoupçonnés.

L'enseignement catholique en Espagne.

Dans le domaine de l'enseignement, la situation n'est pas la même à tous les échelons, et le rôle de l'Église et des catholiques doit donc s'adapter aux diverses circonstances.

Dans l'enseignement primaire et secondaire, la ligne générale est la liberté, avec certaines limites. Il y a des écoles publiques de l'État et des instituts nationaux d'enseignement secondaire, où les élèves reçoivent une instruction religieuse s'ils sont, comme il arrive dans la majorité des cas, fils de parents catholiques. À côté de ces établissements, il en existe d'autres créés et dirigés par des institutions religieuses. Selon les données de l'*Anuario de Enseñanza Primaria*, publié par le Secrétariat de la commission épiscopale compétente, les écoles de ce degré relevant de l'Église dispensaient en 1952 leur enseignement à 18 % des élèves du primaire ; parmi ces derniers, dont le nombre total était de 507 651, plus de la moitié (261 834) recevait un enseignement gratuit.

Dans l'enseignement secondaire, la liberté est limitée par le fait que les élèves des établissements qui n'appartiennent pas à l'État doivent subir des examens de contrôle devant des jurys mixtes ou même composés uniquement de professeurs de l'enseignement public, à la fin de la quatrième, de la sixième et de la septième années d'études secondaires. La *Guía de la Iglesia en España* précise qu'en 1954 les collèges religieux comptaient 294 840 élèves (137 010 garçons et 157 830 filles), dont 103 601 préparaient le baccalauréat.

L'enseignement professionnel et technique, récemment instauré en Espagne, reconnaît la pleine égalité aux établissements régis par l'État et par l'Église. C'est pourquoi, des quatre « universités professionnelles » existantes, l'une,

celle de Gijon, a été confiée aux jésuites, et une autre, celle de Cordoue, aux dominicains.

Dans le domaine de l'enseignement technique, la nouvelle loi de 1957 a finalement abandonné le traditionnel monopole de l'État. Outre les établissements publics, les établissements privés sont maintenant reconnus, et leurs élèves reçoivent des diplômes officiels, après un examen terminal passé devant une commission mixte. En vertu de ce nouveau régime, ont désormais valeur légale, par exemple, les études accomplies à l'Institut Catholique des Arts et des Industries que les jésuites dirigent à Madrid.

Il y a en Espagne deux universités pontificales, celle de Comillas et celle de Salamanque, mais elles ne confèrent que des grades ecclésiastiques ; en revanche, il n'y a pas de facultés de Théologie dans les universités civiles. La situation de l'enseignement supérieur est donc celle qui est le moins satisfaisante, du point de vue de la doctrine de l'Église. En effet, la liberté de l'enseignement — malgré sa reconnaissance théorique par l'article 9 de la loi de règlement des universités en vigueur et par l'article 31 du Concordat — n'est pas encore complètement entrée dans la pratique. Bien que beaucoup pensent que la concurrence d'établissements privés stimulerait de façon bénéfique les universités officielles, il existe en Espagne une vieille tradition de monopole officiel de l'enseignement supérieur, fortement enracinée dans le milieu professoral. La Hiérarchie ecclésiastique a réclamé à plusieurs reprises la liberté de cet enseignement, et cette revendication a également été formulée à plusieurs reprises par la Confédération nationale des Pères de Famille, notamment à son congrès de Saragosse en 1955. Certes, dans les universités de l'État, les professeurs sont catholiques dans leur immense majorité, et les programmes d'études comprennent la formation religieuse, à titre de discipline complémentaire. Mais les résultats obtenus en quinze ans ne peuvent être considérés comme satisfaisants, et l'opinion favorable à une réforme du programme et des méthodes de l'enseignement religieux à l'université gagne du terrain.

Cependant, le monopole de l'État n'a pas empêché que naissent en Espagne des établissements d'enseignement supérieur libre dirigés par des institutions ecclésiastiques ; ceux-ci, bien que n'ayant pas une situation légale comparable à celle des universités officielles, ont une vie et une activité florissantes, et deviennent de plus en plus importants. Ainsi existent, dans la province de Madrid, l'Université de Maria-Cristina à l'Escorial, dirigée par les pères Augustins,

et le Centre d'Études Universitaires fondé par l'Association Catholique Nationale des Propagandistes, tous deux consacrés à l'enseignement juridique. La Compagnie de Jésus a fondé deux établissements d'enseignement supérieur, l'Institut Chimique de Sarria (province de Barcelone), et l'Université de Deusto (province de Bilbao) qui dispense un enseignement juridique et commercial. Enfin le Studium général de Navarre est sans aucun doute l'établissement universitaire privé le plus important en Espagne ; créé à Pampelune par l'*Opus Dei*, ses activités sont fort étendues : il comprend six « écoles » de droit, d'histoire, de médecine, d'infirmerie, de journalisme, forme des ingénieurs, a ses maisons d'étudiants (*colegios mayores* masculins et féminins) qui jouent un rôle non négligeable de formation ; tout cela est la preuve de la puissante vitalité de ce centre.

Les Associations catholiques.

Il serait impossible — car cela dépasserait de beaucoup les limites de la présente étude — de vouloir faire une énumération plus ou moins exhaustive des associations catholiques qui existent en Espagne et des activités multiples qu'elles déploient dans les divers secteurs de l'apostolat chrétien. Par conséquent, — et sans que cela signifie aucunement que nous ignorions leurs mérites ni méprisons leur efficacité, laquelle ne manquera pas de doubler lorsque sera réalisée la fédération préconisée à leur sujet par le pape Pie XII dans son discours d'octobre 1957, au congrès mondial de l'Apostolat des Laïcs, — de toutes ces associations, nous nous contenterons de présenter celles qui nous paraissent devoir intéresser le plus le lecteur non espagnol : l'Action Catholique, les Confréries mariales et l'Association Catholique Nationale des Propagandistes.

Une statistique récente chiffrait à près de 600 000 les membres de toutes les branches de l'Action Catholique, y compris les aspirants. Dirigée par un conseil technique national, l'Action Catholique s'articule, en liaison étroite avec la hiérarchie diocésaine, en une vaste organisation qui va de l'échelon du diocèse à celui de la paroisse. Parmi ses publications périodiques, on remarque spécialement son organe officiel, l'hebdomadaire *Ecclesia*, qui en dix-huit années d'activité ininterrompue s'est assuré un crédit mérité grâce à la qualité de son jugement et de son information, et qui a été en même temps le porte-parole efficace de la doctrine pontificale. Parmi les autres activités de l'Action Catholique, il est juste de mentionner l'œuvre bénéfique réalisée

par la « Caritas » (analogie au Secours Catholique), et surtout le rôle de la H.O.A.C. (*Hermanidad Obrera de Acción Católica* : Fraternité ouvrière d'Action Catholique), pour qui le cardinal Primat, le 27 avril 1958, a énergiquement revendiqué l'indépendance et la liberté d'action, malgré le monopole établi en Espagne en faveur des syndicats phalangistes. La H.O.A.C., organisme d'action catholique spécialisée, a pu prendre pied de façon stable et profonde dans divers secteurs ouvriers, surtout dans certaines régions du nord du pays.

Peut-être, d'ailleurs, l'Action Catholique Espagnole n'atteint-elle pas à toute l'efficacité dont elle est capable. Des voix autorisées — comme celle de Mgr Enrique Tarancón, évêque de Solsona et secrétaire de l'Épiscopat espagnol, — ont dit dernièrement que son organisation avait perdu de sa vitalité et que son influence était insuffisante dans le milieu ambiant. Bien que ce ne soit pas encore général, il faut justement signaler que les signes de la rénovation de son esprit commencent d'être perçus.

Quant aux Confréries Mariales, dirigées par les Pères Jésuites, elles existent depuis de longues années et sont très enracinées dans les principales villes espagnoles. Traditionnellement formées d'étudiants, elles ont étendu ces dernières années, sans abandonner ce secteur de la jeunesse, leur action à des milieux sociaux plus larges. Des Confréries ouvrières ont été créées, et leur travail est intense parmi les jeunes employés, de condition modeste, de la banque, de l'industrie et du commerce, pour qui ont été fondées en outre des œuvres sociales au rôle notable.

Enfin l'A.C.N.P. (Association Catholique Nationale de Propagandistes) qui fut fondée en 1908, par le R. P. Ayala S.J. et dont l'actuel évêque de Malaga, Mgr Herrera, est depuis des années l'infatigable animateur et l'âme véritable, a pour but primordial de former des militants pour l'apostolat laïc et la participation à la vie publique selon les principes et les normes de l'Église Catholique ; c'est pourquoi l'A.C.N.P. a exercé une influence considérable dans divers aspects de la réalité espagnole. Bien que l'Association, statutairement, ne puisse pas intervenir dans la vie politique, ses membres, les propagandistes, le peuvent ; et, au cours de ces dernières décades, plusieurs des principales personnalités de la vie publique espagnole ont été et sont encore « propagandistes ». En outre, c'est l'A.C.N.P. qui a fondé la firme « Editorial Católica », à laquelle appartient une chaîne de journaux dont le plus connu est le quotidien madrilène *Ya*. C'est aussi cette maison d'éditions qui publie la Bibliothèque des Auteurs Chrétiens, collection qui compte déjà près de deux

cents volumes et est appréciée à juste titre dans tout le monde de langue espagnole où elle est largement diffusée.

*La critique doctrinale de l'Église
à l'égard de l'État totalitaire.*

Un panorama du catholicisme en Espagne serait incomplet s'il ne comportait pas une référence aux relations de l'Église et de l'État dans ce pays, relations qui sont un de ses traits originaux.

Comme nous le notions à propos de l'unité catholique, l'État espagnol se proclame catholique, et ses relations avec l'Église, fixées par le Concordat du 27 août 1953, sont inspirées par une volonté générale d'harmonie entre les deux pouvoirs. De cette bonne entente résultaient déjà plusieurs accords pré-concordataires, à partir de celui du 7 juin 1941 relatif à la provision des sièges épiscopaux, accords qui ont été par la suite incorporés au Concordat lui-même. Après sa signature et en application de ses clauses, les limites de plusieurs diocèses ont été modifiées, pour les adapter dans la mesure du possible aux divisions administratives civiles, et d'autre part l'État cherche généralement à conformer sa législation aux principes du droit public chrétien.

Cette harmonie et cette compréhension de l'Église et de l'État ne signifie cependant pas que la première soit confondue avec celui-ci et qu'il existe entre les deux pouvoirs une absolue et totale unité de points de vue. Harmonie n'est pas synonyme de confusion et la preuve en est dans la différence des attitudes de l'une et de l'autre à l'égard de plusieurs points importants.

Nous avons dit que l'Église n'estimait pas satisfaisant, du point de vue doctrinal, le régime actuel de l'enseignement supérieur en Espagne. Même dans le domaine de l'enseignement secondaire, où le statut légal est plus favorable, l'Église a dû marquer certaines réserves. L'approbation de la loi sur l'enseignement secondaire en 1952 a été précédée de négociations entre représentants de l'Église et de l'État, et bien qu'un accord final ait été obtenu, une instruction des archevêques, en date du 29 septembre 1952, précisait l'importance et la signification qui devaient être données à cette solution : « Comme l'accord et l'acceptation ont suivi des transactions entre le gouvernement et la conférence des archevêques, dire que le projet de loi a obtenu l'« approbation positive » de l'Église serait exagérer l'importance de cet accord et de cette acceptation ».

Plus connu a été le désaccord de l'Église et de l'État à propos du régime de la presse. A la suite du discours prononcé à Barcelone par le ministre de l'Information à la séance de clôture du II^e Congrès National de la Presse, le 12 décembre 1954, discours qui affirmait que l'esprit du régime actuel de la presse observait fidèlement la doctrine pontificale, l'évêque de Malaga, Mgr Herrera, publia une lettre pastorale qui exprimait de nombreuses réserves à propos des déclarations du ministre.

Mais il ne faudrait pas croire que cette attitude exprime seulement l'avis personnel d'un prélat. Bien auparavant, en juin 1950, le cardinal Primat d'Espagne avait exposé, dans une instruction pastorale, la pensée de l'Église à ce sujet, d'une manière qui ne peut laisser aucun doute : « Il est hautement déplorable que l'on ne veuille pas reconnaître ceci : entre la liberté de la presse, le libéralisme déchaîné d'une presse qui cherche à corrompre et à tromper le peuple, attitude toujours condamnée par l'Église, — et le totalitarisme étatique de la presse, il existe un juste milieu, une liberté responsable de la presse, propre d'une société chrétienne et civilisée, c'est-à-dire de ce que défend l'article 12, assurément chrétien, du *Fuero de los Españoles*, lequel n'est pas un programme académique devant régir les générations futures, mais une loi déclarée fondamentale par la loi de succession à la charge de Chef de l'État et approuvée par un référendum populaire ».

Tout récent est le discours du cardinal Primat que nous citons ci-dessus à propos des syndicats et de l'Action Catholique Ouvrière : les paroles du Primat précisent avec netteté la position de l'Église à l'égard des syndicats officiels et de la situation des associations spécialisées d'action catholique ouvrière dans un régime de monopole syndical : « Les syndicats espagnols ont été établis de manière mixte, comprenant patrons et ouvriers, et de façon unique et obligatoire. Leur but est de déterminer quelles questions professionnelles se posent et de les résoudre. Ils sont donc une organisation de l'État qui, en raison de son caractère obligatoire, ne peut exiger de ses membres une profession de foi religieuse, et dont le but essentiel n'est en rien celui de l'apostolat. Les syndicats ont demandé des assistants ecclésiastiques à l'Église ; celle-ci les a accordés comme elle le fait généralement pour tout organisme qui le sollicite si ses fins ne sont pas illicites ; mais si l'Église a nommé les assistants pour qu'ils fassent, dans l'ordre religieux, ce qui est possible dans le cadre des syndicats officiels, ces derniers n'en sont pas devenus pour autant des associations apostoliques, et l'Église

n'y a aucune juridiction directe. C'est pourquoi elle n'a pas renoncé, ce qu'elle ne pouvait faire, à instituer l'Action Catholique Ouvrière, comme œuvre d'apostolat laïc reconnue par le Concordat espagnol... »

Selon l'actuelle législation espagnole (à laquelle le Concordat est incorporé), les associations apostoliques de l'Action Catholique (Action Sociale Patronale, H.O.A.C., J.O.C.) ne peuvent pas devenir des syndicats; et, du fait que l'État ait demandé, et que l'Église ait désigné, des assistants ecclésiastiques exerçant le *ministère sacerdotal* dans les syndicats, on ne peut empêcher la formation d'associations d'apostolat laïc formées par des ouvriers ou des patrons, qui sont des associations d'action catholique, d'action catholique spécialisée, qu'il est impensable d'empêcher d'exister dans aucun pays où l'Église est libre, et encore moins dans les pays où, comme en Espagne, un Concordat établit que « les associations d'Action Catholique pourront exercer librement leur apostolat » (Discours du cardinal Plá y Deniel à l'Action Catholique Ouvrière, 27 avril 1958).

Il faut enfin souligner que l'Église n'a pas cessé de stimuler l'État né de la guerre de 1936 dans sa tâche de mise en place des structures et des institutions vitales et représentatives qui font progressivement de lui un État de droit. Déjà pendant la guerre civile, la lettre pastorale collective des évêques espagnols, en date du 1^{er} juillet 1937, rappelait quels avaient été les mobiles du soulèvement national, et où devaient tendre les efforts de tous : « Quant à l'avenir, nous ne pouvons dire ce qui arrivera à la fin de la lutte. Mais nous affirmons que cette guerre n'a pas été entreprise pour élever un État autocrate sur une nation humiliée; elle le fut pour que ressurgisse l'esprit national avec la force et la liberté chrétiennes des anciens temps. » Depuis, la voix de l'Église a retenti à plusieurs reprises en des occasions solennelles. A la fin de la guerre mondiale, la lettre pastorale du Primat disait : « Nous espérons qu'il y aura bientôt une réalité vivante, reconnue en Espagne et à l'étranger, à savoir la mise en vigueur totale du *Fuero de los Españoles* et la promulgation rapide des lois nécessaires à l'exercice des droits qu'il reconnaît. Nous croyons aussi que la fin de la guerre mondiale et les circonstances internationales conseillent de façon urgente la structuration de l'État espagnol tout entier. » En 1948, lors d'une autre occasion solennelle, en répondant à l'offrande faite au nom de la nation par le Chef de l'État pour l'Année Sainte de Compostelle, le Primat implorait sur lui l'assistance divine pour affronter les responsabilités « non seulement de l'administration du gouvernement, mais aussi

de la structuration progressive et complète d'un État proprement espagnol qui dure au-delà des limites d'une vie humaine que je demande au Seigneur longue et féconde pour Vous et pour la solidité des institutions vitales et représentatives, afin que celles-ci continuent de remplir leur fonction et de se perfectionner ». Enfin, en 1956, les trois cardinaux archevêques de Tolède, de Tarragone et de Compostelle exprimèrent par écrit leur désaccord concernant le caractère totalitaire et étatiste des projets du ministre phalangiste Arrese.

Vitalité de l'Église en Espagne.

Ces pages ont voulu examiner des aspects très divers du catholicisme espagnol contemporain. Nous avons tenté de présenter au lecteur ce que nous jugeons le plus représentatif et ce qui peut le mieux l'aider à se faire une opinion d'ensemble à comprendre sa nature, ses problèmes, ses contrastes aussi. Mais l'exposé serait incomplet si, avant de le terminer, nous négligions de souligner comme il le faut un facteur qui est le plus important de tous, bien qu'il soit difficile à appréhender et à exprimer : la vitalité de ce catholicisme, la vitalité de l'Église en Espagne.

La vie se manifeste toujours par ses réalisations, lorsqu'elle anime les réalités. Il nous faut fixer notre attention sur quelques-unes d'entre elles, avant d'achever notre étude; elles sont des témoins dignes de foi de cette vitalité.

En Espagne, les vingt dernières années ont vu se produire une profonde rénovation de la vie spirituelle. De très larges secteurs de la population, dans des proportions jadis inconnues, participent périodiquement aux exercices spirituels, fréquentent les sacrements, ont un esprit liturgique et mènent une existence vraiment chrétienne. Un bon indice du niveau atteint par cette piété est le succès des livres de spiritualité. Dans ce sens il faut noter le grand effort d'édition que représente la collection « Patmos », dirigée à Madrid chez Rialp par des membres de l'*Opus Dei*; parmi les quarante-dix volumes déjà parus, la collection a présenté aux lecteurs espagnols, outre des œuvres classiques, une sélection des œuvres les plus importantes de la littérature catholique contemporaine. Ce qu'il y a là de plus intéressant, c'est que la grande majorité des lecteurs de cette collection de spiritualité est formée de laïcs, auparavant étrangers à ce genre de littérature.

Un premier fruit de cette ambiance spirituelle est l'augmentation notable des vocations au sacerdoce et à la vie religieuse;

ces vocations viennent maintenant souvent, comme nous le signalions précédemment, de milieux culturels et sociaux élevés, et il est fréquent que se mettent au service de Dieu des personnes ayant les plus brillantes possibilités professionnelles et sociales. L'augmentation des vocations est encore plus éclatante si l'on compare les chiffres des séminaristes à l'époque républicaine et les statistiques récentes ; nombreuses aussi sont celles qui vont grossir les rangs des congrégations religieuses. Cette renaissance a produit le miracle de faire revivre de vieux monastères bénédictins ou cisterciens et d'anciennes chartreuses, aux noms évocateurs pour l'histoire d'Espagne : Poblet, Santes Creus, Leire, La Oliva, Cardeña, la Chartreuse de Xérès, après plus d'un siècle de désolation et d'abandon, sont aujourd'hui redevenus beaucoup plus qu'un pur souvenir du passé.

Bien qu'en droit et en fait il dépasse les limites du catholicisme espagnol, on doit ici mentionner l'*Opus Dei*. S'étendant aujourd'hui dans le monde entier, avec des centres dans plus de trente pays des quatre continents, déployant un intense labeur missionnaire au Pérou, au Kenya, en Inde et au Japon, on ne peut oublier cependant que l'*Opus Dei* est né à Madrid en 1928, et que son fondateur et président général est un Espagnol, Mgr José-Maria Escrivá de Balaguer ; le développement exceptionnel qu'il a atteint dans ce pays et l'efficacité de son apostolat dans tous les milieux lui donnent, de plus, une place de singulière importance dans la réalité catholique espagnole.

L'idée nouvelle et révolutionnaire du fondateur de l'*Opus Dei* fut de créer une association de laïcs qui, sans changer leur condition canonique dans l'Église et juridique dans la société civile, c'est-à-dire sans devenir des religieux, puissent se consacrer totalement à Dieu et vivre en état de perfection chrétienne au milieu du monde, par l'exercice des commandements évangéliques et la pratique de l'apostolat. En tant que laïcs, les membres de l'*Opus Dei* gardent leur profession ou l'activité qui était la leur ; ainsi, des avocats, des professeurs, des médecins, des ingénieurs, des ouvriers, des paysans, des employés s'efforcent d'exercer leur métier avec la plus grande perfection humaine et avec le désir surnaturel de faire de leur activité ordinaire un moyen de sanctification et d'apostolat. Avec le temps, l'*Opus Dei* devint le premier Institut Séculier de droit pontifical, lorsqu'il reçut le *Decretum laudis* le 24 février 1947 et l'approbation définitive du 16 juin 1950. L'Institut comprend une branche masculine et une autre féminine, toutes deux ayant le même esprit et la même ascèse, mais absolument séparées et indé-

pendantes, chacune ayant sa hiérarchie propre et ses formes concrètes et spécifiques d'apostolat. A l'*Opus Dei* appartiennent des hommes et des femmes de toutes les classes et de toutes les conditions sociales. Les personnes mariées sont également admises dans l'Institut, et prononcent des vœux également compatibles avec leur état. De même les prêtres séculiers peuvent appartenir à l'Institut, et c'est effectivement le cas de nombre d'entre eux, qui gardent entièrement leur situation diocésaine et restent pleinement soumis à leurs évêques.

En plus de l'apostolat personnel que chaque membre fait dans son milieu professionnel ou familial, l'Institut tout entier met sur pied de nombreuses œuvres apostoliques (d'enseignement, sociales, de formation de la jeunesse, de propagande catholique, de bienfaisance, etc.) dont nous avons cité quelques-unes. A ces réalisations, qui se sont toujours révélées particulièrement efficaces, les membres de l'*Opus Dei* se préparent par une intense formation, complète et variée. Elle est à la fois humaine et professionnelle (tous acquièrent un doctorat dans une université civile), apostolique, ascétique et théologique : bien qu'en raison du caractère laïc de l'Institut seul un nombre réduit de ses membres parvienne au sacerdoce, tous néanmoins font des études complètes de théologie et beaucoup préparent en outre un doctorat dans une faculté ecclésiastique. Sans aucun doute, cette formation profonde est l'une des causes qui expliquent le développement extraordinaire de l'Institut en Espagne et dans le reste du monde.

Il est encore une autre caractéristique de l'*Opus Dei* que nous ne voulons pas manquer de signaler : c'est la liberté complète d'opinion et d'engagement qu'a chaque membre de l'Institut quant aux diverses questions et aux problèmes d'ordre professionnel, politique ou social qu'il ne peut pas ne pas affronter, comme tous les autres citoyens de son pays et tous les hommes de son temps. Dans ces matières contingentes et relatives, les membres de l'*Opus Dei* (comme d'autres associations de fidèles, ainsi les tertiaires franciscains et dominicains) jouissent, dans les limites du dogme et de la morale catholique, de la liberté la plus absolue pour adopter les points de vue qui paraissent à chacun les mieux accordés à ses propres convictions, sans que l'Institut en soit aucunement solidaire ou qu'il puisse être considéré comme engagé par ces opinions exclusivement privées. L'ignorance de cette liberté et de cette pleine responsabilité morale des membres de l'*Opus Dei* a conduit certains secteurs d'opinion à considérer la présence de divers membres de l'Institut à de hautes

charges de l'administration publique espagnole comme une participation de l'*Opus Dei* à l'actuel gouvernement. Aujourd'hui, en revanche, on connaît bien l'indépendance de l'Institut à l'égard de toute position ou idéologie politique de ses membres, indépendance qui précisément est fondée sur la liberté complète avec laquelle ils s'engagent en ce domaine. De fait, il y a aussi des membres de l'*Opus Dei*, certains très connus, qui sont ouvertement opposés au régime de Franco.

Une ultime preuve de la vitalité de l'Église en Espagne est le désir sans cesse grandissant, dans les rangs du clergé diocésain, d'une vie de perfection chrétienne qui se concrétise habituellement par l'adhésion à un Institut Séculier. Cette aspiration à un plus grand service de l'Église porte aussi les prêtres à partir loin de leur pays, vers ces régions où les prêtres sont peu nombreux, où la moisson est abondante et difficile. L'Amérique latine est le principal domaine de cette expansion missionnaire, dirigée et canalisée par l'Œuvre de Coopération Sacerdotale Hispano-américaine ; des prêtres sont même formés spécialement pour l'Amérique par le propre séminaire de l'Œuvre et par le séminaire des Missions Étrangères de Burgos.

Jusqu'ici nous avons voulu tracer avec sérénité un tableau réaliste et objectif de la situation du catholicisme dans la vie espagnole. Nous avons préféré nous en tenir aux faits et aux témoignages explicites de sources autorisées, sans éluder aucun problème important.

Nous avons écrit ces pages avec l'esprit et la rigueur de l'historien, apportant plus d'informations que de jugements, plus de documents que de raisonnements. Un peuple est une réalité complexe, et les aspects les plus profonds et les plus difficiles à saisir de la vie d'un peuple sont ceux qui concernent son âme. Nous croyons que c'est de cette manière qu'il faut envisager le problème, occasion de tant de polémiques, du catholicisme espagnol d'aujourd'hui.

JOSÉ ORLANDIS.

(Traduit de l'espagnol par Antoine Travers.)